

# Séminaire « Soutenabilités »

## Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

**Nom :** D.

**Prénom :** M.

**Institution ou entreprise :**

**Axe(s) :**

- Quelles interdépendances et quelles formes d'autonomie à différentes échelles ?
- Quel modèle social pour « faire avec » nos vulnérabilités ?
- Quelle voie pour une économie soutenable ?

**Intitulé de votre contribution :** Un nouveau service civique universel dans l'agriculture ?

**Résumé de votre contribution :**

La crise sanitaire a fait prendre conscience à beaucoup de Français l'importance de l'agriculture et de l'agroalimentaire en général dans notre résilience aux crises. J'ai été choquée comme beaucoup à l'idée que pendant le confinement, par manque de main d'œuvre, des récoltes françaises allaient pourrir dans les champs, ou encore que des produits frais allaient périmer (poisson par exemple) faute de clients pour les acheter. Choquée en parallèle par les ruées dans les supermarchés: en temps de crise les français reconsidèrent donc la sécurité de leur alimentation dans l'échelle de leurs priorités et prennent conscience de notre dépendance à de grandes chaînes de production et d'approvisionnement nationales et internationales. Quelques volontaires se sont manifestés via la plateforme [service-civique.gouv.fr](https://service-civique.gouv.fr) pour aider notamment dans les champs. Et si après la crise nous généralisons cette bonne idée? Que sur le modèle d'un service militaire annuel (comme vu dans certains pays) chaque français à partir de 16 ans et durant toute sa vie active doit obligatoirement donner 3 semaines de son temps à la production alimentaire de son pays (placé chez un agriculteur, un éleveur, autre ?) Les bénéfices seraient multiples pour cette après que l'on rêve soutenable: amélioration de notre résilience commune, sensibilisation aux enjeux d'agroécologie, de développement durable, de changement climatique, formation et orientation professionnelle pour certains, valorisation des agriculteurs et aide à leurs activités, attrait du secteur et de certains territoires, renforcement du sentiment de faire nation et du vivre ensemble, lien entre les générations et les milieux sociaux. A long terme, notre production et de notre consommation alimentaire deviendront

plus soutenables et plus résilientes faces aux crises si les citoyens sont plus sensibilisés à notre dépendance à la terre, à la nature et outillés pour saisir concrètement les enjeux relatifs à notre alimentation. En tant que citoyen, notre sol n'est-il pas notre premier commun ? Ne fait-il pas sens de s'y investir tous ? Ce nouveau type de lien (le service civique obligatoire) entre le public et le privé (les agriculteurs, ou entreprises qui seraient structures d'accueil) serait à construire dans l'optique d'une relation mutuellement bénéfique où le dialogue serait favorisé. De plus, une crise économique de grande importance se profile: quelle place pourrions-nous laisser dans notre système de production alimentaire à ceux dont les emplois seront touchés et comment un tel programme leur permettrait de trouver une place si l'engagement pouvait se poursuivre dans le temps au-delà de la durée annuelle obligatoire ?